

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 11/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE**

Mont César  
au gril  
60930 Bailleul-sur-Thérain

Références : IC-R/086/24-MV  
Code AIOT : 0005106751

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE implanté Mont César au gril 60930 Bailleul-sur-Thérain. L'inspection a été annoncée le 29/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE
- Mont César au gril 60930 Bailleul-sur-Thérain
- Code AIOT : 0005106751
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE exploite, sur le territoire de la commune de Bailleul-sur-Therain des installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011. Les installations soumises à autorisation sont :

- un stockage d'amiante liée pour une quantité maximale de 20 tonnes ou 20 m<sup>3</sup> ;
- une installation de broyage de palettes de capacité maximale de 12 t/j (ou 3 000 t/an)

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.1.4 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2.1.2 de l'annexe I	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.2.3 de l'annexe I	Sans objet
4	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.3	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinctions d'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.5.1 de l'annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale l'exploitant a répondu de façon satisfaisante et a fait preuve de réactivité par rapport aux points inspectés.

Toutefois le dernier contrôle des installations foudre communiqué aux services de l'inspection met en avant un problème de protection des installations (démontage du paratonnerre et nouvelle étude foudre de 2020 prise en référence alors même que l'étude technique de celle -ci n'est pas encore réalisée). L'exploitant devra donc réaliser et transmettre, sous trois mois, aux services de l'inspection, un nouveau contrôle foudre de ses installations attestant du bon état de ses protections contre la foudre. Ce rapport de contrôle devra se baser sur une étude foudre totalement finalisée (soit celle de 2020 si l'étude technique et les éventuels travaux préconisés en découlant sont réalisés pour pouvoir être intégrés dans le contrôle, soit sur l'étude foudre initiale de 2008 qui est actuellement la seule totalement finalisée). Ce point fera l'objet d'une mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 2.1.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> (...)  L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.  L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.  L'organigramme de fonctionnement du site doit être affiché à l'intérieur du centre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué à l'Inspection que M. Omar AIT MBARK est le responsable d'exploitation du site. Un système documentaire et de consignes est mis en place sur le site et une consigne sur la procédure à suivre en cas de déchet non conforme a été présentée à l'inspection. Suite à l'inspection, une causerie de formation sur les déchets autorisés et interdits a été réalisée le 5 mars 2024 par l'exploitant. Un support a été mis en place pour cette causerie et celle-ci a donné lieu à un compte rendu et à une feuille d'émargement pour l'ensemble du personnel présent sur le site.  Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'organigramme de fonctionnement présent ou affiché sur le site mais ce dernier a été réalisé et mis en place par l'exploitant le 5 mars 2024. Une copie de cet organigramme a été transmise aux services de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.1.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.  L'exploitant met en place une protection foudre cohérente avec l'étude qu'il a produite dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il a réalisé une nouvelle ARF en 2020 mais que, pour l'instant, l'étude technique prenant en compte cette nouvelle ARF n'a pas été réalisée.

Un rapport de vérification des installations foudre du 3 avril 2023 effectué par l'APAVE a également été présenté. Ce dernier se base sur l'ARF de 2020 et il indique que l'étude foudre n'est pas fournie, que le paratonnerre est démonté et qu'il n'a pas été remonté, et qu'il n'existe pas de carnet de bord de suivi des installations.

Suite à la visite d'inspection l'exploitant a réalisé une consigne de vérification du compteur foudre en interne ( vérifications tous les mois et après chaque épisode orageux).

En l'absence à l'heure actuelle d'étude technique et de mise en place des protections répondant à la nouvelle ARF, c'est l'étude de 2008 qui aurait dû être prise en compte pour le rapport de contrôle des installations. L'exploitant devra donc, sous trois mois, remettre en état ses installations foudre et en faire réaliser un nouveau contrôle. Ce dernier devra se baser soit sur l'étude initiale de 2008, soit sur la nouvelle étude de 2020 si cette dernière est totalement finalisée (étude technique et travaux éventuels préconisés dans cette dernière mis en place). Ce point fera l'objet d'une mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.2.3 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation portera notamment :

- sur la nature des déchets autorisés ou interdits dans l'établissement,
- les modalités d'admissibilité de ces déchets,
- les modalités de stockage et les risques liés à l'amiante lié,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,

**Constats :**

Un récapitulatif de formation pour Mme Cadix, M. Juillard et M. Henriques a été présenté. Ce dernier reprend notamment des formations "chasses aux risques" et extincteurs (même si la périodicité de 2 ans mentionnée par l'exploitant est dépassée depuis le 26 octobre 2023 pour M. Henriques). Un système de procédures est également mis en place sur le site, on y retrouve notamment une procédure sur le déversement accidentel et eaux d'extinctions ainsi qu'une procédure sur la marche à suivre en cas de présence d'un déchet non-conforme (l'exploitant a indiqué qu'il ne réceptionnait actuellement pas d'amiantes liées sur la partie centre de tri). L'exploitant a aussi réalisé le 5 mars 2024 une causerie/formation sur les déchets autorisés et interdits qui a été suivie par le personnel du site.

<p>Un préventeur interne HSE (M. Charot) fait également de la sensibilisation régulière au niveau du site.</p> <p>Des tests de situations d'urgence sont organisés régulièrement par l'exploitant. Un compte-rendu d'exercice du 30 mai 2023 avec simulation de départ de feu de la chargeuse a été transmis aux services de l'inspection.</p> <p>remarque : la périodicité de la formation extincteur obligatoire en entreprise est définie par le code du travail. Les salariés doivent se familiariser avec les moyens de lutte contre l'incendie, et s'exercer à l'utilisation des dispositifs destinés à maîtriser un début de feu tous les 6 mois. Les salariés doivent être formés à la manipulation d'extincteurs et aux manœuvres de base au moins une fois, et cette formation doit être renouvelée tous les 2 ans. Une simulation d'alerte incendie doit être organisée tous les 6 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Ressources en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 7.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une réserve d'eau constituée au minimum de 1 000 m<sup>3</sup> dans le bassin des eaux pluviales de 6 200 m<sup>3</sup> du CSDND mitoyen ;</li> <li>• d'une prise d'eau munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, permettant de puiser l'eau dans le bassin des eaux pluviales de 6 200 m<sup>3</sup> du CSDND mitoyen. Le bon fonctionnement de cette prise d'eau est périodiquement contrôlé ;</li> <li>• d'une aire « pompier », à proximité de la prise d'eau, libre de tout encombrement ;</li> <li>• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• de 2 robinets d'incendie armés ;</li> <li>• de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li> </ul> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La réserve d'eau est présente. Une aire de stationnement pour deux véhicules a été mise en place le long de cette réserve. Cette aire de stationnement est équipée de 4 raccords normalisés de diamètre 100 pour les pompiers. L'exploitant a transmis à l'inspection le certificat de réception du SDIS pour cette réserve et les raccords (un essai des 4 cannes d'aspiration a été réalisé le 27/10/2021).</p> <p>Des extincteurs sont présents au niveau des installations et un rapport d'intervention de l'entreprise Chubb en date du 23 novembre 2023 a été transmis à l'inspection par l'exploitant. Ce dernier mentionne le bon état des 24 extincteurs.</p> <p>L'exploitant a refait son installation de RIA en 2023 avec l'installation d'un bungalow spécifique.</p>

Un rapport d'intervention de l'entreprise Chubb en date du 23 novembre 2023 pour la vérification des deux RIA a été transmis aux services de l'inspection. Ce dernier conclut au bon état des 2 RIA.

Des réserves de sables ou d'inertants sont répartis à plusieurs endroits sur le site.

L'exploitant répond aux prescriptions de son arrêté préfectoral pour ces points.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** confinement des eaux d'extinctions d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/05/2011, article 74.5.1 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, confinement des eaux d'extinctions d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans le bâtiment de stockage via la mise en place d'une bordure d'au moins 20 cm. Une rampe d'accès aux véhicules est aménagée sur toute la longueur du bâtiment.

La zone de stockage extérieure forme une capacité complémentaire de rétention des eaux d'extinction d'incendie. A cet effet le débourbeur-déhuileur sera muni d'une vanne de barrage stoppant tout rejet dans le bassin des eaux pluviales du CSDND mitoyen en cas d'incendie. Les organes de commande de fermeture du rejet sont signalisés et actionnables manuellement en toute circonstance.

La capacité de confinement totale du site (intérieur du bâtiment + plateforme extérieure) est au moins de 160 m<sup>3</sup>. La vidange de cette capacité de confinement suivra les principes imposés par l'article 4.3.7 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. A cet effet un point bas est créé dans le bâtiment de stockage pour faciliter leur pompage.

**Constats :**

Une procédure sur les eaux d'extinction existe. Cette dernière reprend les modalités à suivre pour la fermeture des vannes de barrage et pour le maintien des eaux d'extinctions sur le site. L'exploitant a aussi prévu de réaliser une rehausse de son système de rétention existant afin d'atteindre un volume de rétention total de 270 m<sup>3</sup> (cf PAC déposé par l'exploitant).

**Type de suites proposées :** Sans suite